

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

SIXIÈME SESSION

Documents officiels



SÉANCE

Mercredi 23 janvier 1952, à 15 heures

Palais de Chaillot, Paris

SOMMAIRE

	Page
Libye : a) Rapport annuel du Commissaire des Nations Unies en Lybie (A/1949 et Add.1) ; b) Rapports annuels des Puissances administrantes de la Libye (A/1970 et Add.1, A/2024 et Add.1, A/AC.53/L.37, A/AC.53/L.38, A/AC.53/L.39, A/AC.53/L.40) [suite]	253

Président : M. Sléim SARPER (Turquie).

Libye : a) Rapport annuel du Commissaire des Nations Unies en Libye (A/1949 et Add.1) ; b) Rapports annuels des Puissances administrantes de la Libye (A/1970 et Add.1, A/2024 et Add.1) (A/AC.53/L.37, A/AC.53/L.38, A/AC.53/L.39, A/AC.53/L.40) (suite)

[Point 20]*

1. Le PRÉSIDENT indique que la Commission est saisie d'un projet de résolution (A/AC.53/L.39) présenté conjointement par l'Australie, le Chili, le Danemark, les États-Unis d'Amérique, la Grèce, l'Irak, le Libéria, la Nouvelle-Zélande, le Nicaragua, le Pérou, les Philippines et l'Uruguay.

2. M. SOLDATOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que la question de la Libye a été examinée à plusieurs sessions de l'Assemblée générale. A la cinquième session, la délégation de l'URSS a préconisé la création immédiate d'un État libyen souverain et indépendant, le retrait, dans un délai de trois mois après la proclamation de l'indépendance, de toutes les forces militaires étrangères et la liquidation de toutes les bases militaires étrangères. Cette proposition (A/AC.38/L.10) avait pour but de résoudre le problème libyen, en tenant compte uniquement de l'intérêt des populations arabes de ce pays et du maintien de la paix internationale. Cependant, sous la pression des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni, la proposition de l'URSS a été rejetée, lors de la cinquième session, à la 17^e séance de la Commission politique spéciale, et la proclamation de l'indépendance de la Libye fixée au 1^{er} janvier 1952. La décision de l'Assemblée générale découlait d'une résolution dont le texte confus était le résultat de tractations et des marchandages auxquels s'étaient livrés, dans les coulisses de l'Assemblée générale, les représentants des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni, afin de délimiter quelles seraient, en Libye, les zones d'influence respectives de ces pays.

3. Il n'est pas inutile de rappeler qu'après la deuxième guerre mondiale, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni se sont efforcés de retarder la solution du problème

libyen et l'accession de la Libye à l'indépendance afin de pouvoir s'implanter solidement dans ce pays. Sous le prétexte d'assurer la défense du Moyen-Orient, les trois Puissances occidentales ont établi des bases militaires en Tripolitaine, en Cyrénaïque et dans le Fezzan, procédant ainsi, en fait, à une occupation militaire de la Libye qui leur permet d'intervenir d'une manière continue dans les affaires intérieures de ce pays et d'utiliser son territoire comme base stratégique pour la réalisation de leurs desseins agressifs.

4. A la fin du mois de décembre 1951, la presse des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France a publié des articles indiquant nettement qu'après la proclamation de l'indépendance de la Libye les bases stratégiques aménagées dans ce pays demeureraient à la disposition des Puissances occidentales. Les forces armées britanniques se trouvant alors en Cyrénaïque y resteraient stationnées, le Royaume-Uni et la Libye devant conclure, dès que possible, un pacte d'assistance mutuelle. Quant à la France, elle maintiendrait ses garnisons et ses aérodromes dans le Fezzan. Enfin, les États-Unis conserveraient des bases aériennes en Tripolitaine. D'autre part, la production agricole et industrielle de la Cyrénaïque et de la Tripolitaine serait adaptée de manière à constituer, en cas de guerre, une source d'approvisionnement pour les forces alliées.

5. On ne peut s'empêcher d'éprouver une vive inquiétude lorsqu'on constate que les effectifs des forces armées britanniques en Libye ne cessent de s'accroître et que les représentants britanniques s'efforcent actuellement de constituer, dans le pays, une légion arabe placée sous commandement britannique et analogue à la Légion arabe de Transjordanie, commandée par le célèbre Glubb Pacha.

6. En janvier 1951, la presse égyptienne révélait que, lors de la réunion du Comité politique de la Ligue arabe, les représentants des organisations politiques libyennes avaient déclaré que l'on procédait en Libye à la construction accélérée d'ouvrages militaires, de routes stratégiques, d'installation portuaires et d'aérodromes. Ils avaient indiqué également que les mines de fer et toutes les réserves pétrolières de la Libye se trouvaient entre les mains de compagnies britanniques, tandis que certaines compagnies américaines s'étaient assurées le contrôle absolu de toutes les réserves de phosphates.

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

7. Le 13 septembre 1951, le journal britannique *The Times* révélait d'ailleurs que, sous le couvert d'une prétendue assistance technique, le Gouvernement britannique était prêt à investir des capitaux en Libye en échange du droit d'utiliser des bases militaires dans ce pays. Quant aux États-Unis, les déclarations faites par M. McGhee à la Commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants indiquent que le Gouvernement des États-Unis est disposé à augmenter les crédits destinés au renforcement de la position stratégique des États-Unis dans le Proche-Orient et, notamment, en Lybie.

8. En dépit de la censure rigoureuse appliquée en Libye, la presse de ce pays a révélé que les officiers des forces armées américaines exercent des sévices de tout genre sur certains éléments de la population arabe. Toute manifestation de la population libyenne contre l'utilisation de la Libye comme base stratégique est impitoyablement réprimée, et les membres du Mouvement de la paix sont victimes de persécutions. Au début du mois de septembre 1951, les autorités locales de Tripoli ont promulgué un décret interdisant l'introduction et la diffusion en Tripolitaine de brochures et de journaux progressistes rédigés en arabe et en italien.

9. Tous ces faits montrent que les États-Unis, la France et le Royaume-Uni ont établi en Libye un régime inique d'occupation militaire et appliquent dans ce pays une politique antidémocratique contraire aux intérêts des populations arabes. Les activités du Commissaire des Nations Unies en Libye et des Autorités du Royaume-Uni et de la France ont été inspirées, non par les principes élevés de la Charte, qui exigent le respect de l'égalité des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, mais par le souci des intérêts égoïstes des cercles dirigeants des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni.

10. Le maintien de forces armées étrangères et l'existence de bases militaires étrangères en Libye s'inscrivent dans le cadre des plans agressifs du bloc atlantique et constituent une menace pour la paix et la sécurité internationales, en même temps qu'un moyen de pression sur les pays voisins, et notamment sur les États arabes.

11. L'Union soviétique, fidèle aux principes de sa politique étrangère dont le but est le renforcement de la paix et de l'amitié entre les peuples, a montré, dès les premiers jours de l'existence de l'État soviétique, sa compréhension et sa sympathie à l'égard des aspirations nationales des peuples de l'Orient. Conformément à cette politique, l'URSS a appuyé les revendications légitimes de la Syrie, du Liban et de l'Égypte lorsque ces pays ont demandé que leur territoire soit libéré de toute occupation étrangère.

12. Dans les circonstances présentes et au moment où la Commission va examiner la situation en Libye, la délégation de l'URSS estime nécessaire de déclarer que la présence de forces armées étrangères et l'existence de bases militaires étrangères en Libye constituent une violation des droits du peuple libyen et une atteinte à la souveraineté de la Libye. Elle considère que l'Assemblée générale doit décider l'évacuation à bref délai de toutes les forces armées étrangères se trouvant actuellement en Libye ainsi que la liquidation de toutes les bases militaires étrangères établies sur le territoire de ce pays.

13. A cet effet la délégation de l'URSS soumet à la Commission un projet de résolution dont le texte sera incessamment distribué aux membres des délégations (A/AC.53/L.40).

14. M. HOVEYDA (Iran) indique que la délégation de l'Iran n'a pas eu le temps d'étudier le projet de résolution commun dont la Commission vient d'être saisie.

Aussi se bornera-t-elle pour l'instant à adresser ses sincères félicitations au nouvel État de Libye, à l'occasion de son accession à l'indépendance, à souhaiter la bienvenue à la délégation libyenne dont la participation aux travaux de la Commission sera des plus utiles, et à émettre le vœu que la Libye soit prochainement admise au sein de l'Organisation des Nations Unies.

15. La délégation de l'Iran se réserve le droit d'intervenir à nouveau à un stade ultérieur de la discussion.

16. M. AL-JAMALI (Irak) souligne que c'est avec une profonde satisfaction que la délégation de l'Irak a vu un huitième État arabe, la Libye, accéder à l'indépendance. Cet événement prend une signification particulière si l'on songe qu'il a été précédé d'une lutte, longue et acharnée, contre l'oppression et l'impérialisme, lutte dirigée par le chef courageux et énergique du peuple libyen, le roi Mohammed Idris El-Senoussi. Il faut espérer que les Nations Unies aideront également d'autres pays arabes, aujourd'hui soumis à la domination étrangère, à s'engager dans la voie tracée par la Libye.

17. Rappelant les paroles qu'il a prononcées sur le même sujet, lors de la cinquième session de l'Assemblée générale, le représentant de l'Irak indique que c'est parce que les parties intéressées ont su faire preuve d'un grand sens politique que, malgré toutes les difficultés rencontrées, a pu se créer entre le peuple libyen, les Puissances administrantes et le Commissaire des Nations Unies en Libye, la communauté de vues et d'intentions sans laquelle la Libye n'aurait pas pu parvenir à l'indépendance dans les délais prescrits.

18. En ce qui concerne l'avenir, le représentant de l'Irak fait remarquer que, si, pour tout État placé sous la domination étrangère, l'accession à l'indépendance constitue un moment difficile, l'œuvre de construction qui doit être accomplie par la suite exige de cet État des efforts plus considérables encore. Aussi faut-il espérer que les dirigeants de la Libye, qu'ils soient au gouvernement ou dans l'opposition, sauront témoigner de la patience et du sens politique nécessaires pour renforcer l'unité de leur pays et en faire un État démocratique, évolué et prospère.

19. Quant à l'Organisation des Nations Unies, il est incontestable que l'affaire libyenne constitue pour elle une épreuve d'une extrême importance. Jusqu'ici, l'Organisation peut s'enorgueillir à juste titre des résultats obtenus; il convient d'inscrire à son crédit le fait que, pour la première fois depuis sa création, un pays est parvenu à l'indépendance par des moyens justes et pacifiques conformément aux buts et aux principes de la Charte. Il faut espérer que, consciente des responsabilités qui lui incombent en ce qui concerne le développement et le progrès du nouvel État, elle saura mettre à la disposition du Royaume-Uni de Libye, lorsqu'il en fera la demande, toute l'assistance technique et financière nécessaire.

20. La délégation de l'Irak voudrait également demander instamment aux grandes nations de veiller à ce que le nouvel État, si heureusement parvenu à l'indépendance, ne devienne pas la proie de la politique de puissance. L'indépendance et l'intégrité de la Libye doivent être respectées par tous, et le nouvel État doit être appelé normalement à prendre la place qui lui revient au sein de l'Organisation des Nations Unies.

21. En terminant, le représentant de l'Irak émet le vœu que le Royaume-Uni de Libye, devenu un pays libre et prospère, devienne un important facteur de paix dans le monde.

22. M. TARCICI (Yémen) déclare que la délégation du Yémen se réjouit de voir la Libye prendre place au nombre

des nations libres et souveraines, après une lutte héroïque pour acquérir son indépendance.

23. Cet événement, qui présente naturellement une très grande importance pour le Royaume-Uni de Libye, revêt également un intérêt profond pour l'Organisation des Nations Unies qui, en décidant en 1949 d'accorder à la Libye une indépendance bien méritée, a accompli un acte de justice vis-à-vis du peuple libyen et, plus généralement, vis-à-vis de tous les peuples du monde qui aspirent à l'indépendance nationale — créant ainsi un précédent dont il conviendrait de s'inspirer dans l'avenir.

24. Toutefois, il est évident que la tâche de l'Organisation des Nations Unies ne s'achève pas avec l'accession de la Libye à l'indépendance. Au contraire, l'Organisation continue d'avoir vis-à-vis de cet État né de son intervention des responsabilités auxquelles elle ne saurait se dérober. Elle se doit, en effet, de guider les premiers pas du nouvel État, de favoriser son développement économique pour renforcer son indépendance politique et, à cette fin, de lui accorder l'aide financière et technique qui seule permettra de dédommager la Libye des dégâts énormes, évalués suivant des estimations provisoires à plus de 12 millions de livres sterling, qui lui ont été infligés au cours d'une guerre qu'elle n'avait pas voulue. L'Organisation des Nations Unies se doit également d'inviter le nouvel État à prendre place parmi ses Membres, conformément à l'esprit et à la lettre de la résolution adoptée par l'Assemblée générale. Aussi faut-il croire que nul obstacle ne viendra empêcher cet État, qui se trouve dans une situation particulière puisqu'il a été créé sous les auspices des Nations Unies, d'entrer à l'Organisation.

25. Le Yémen, en même temps qu'il félicite le nouvel État de Libye, son souverain et son gouvernement des résultats déjà obtenus grâce à une lutte héroïque et à des efforts constants, leur adresse tous ses vœux de succès pour l'avenir.

26. La délégation du Yémen voudrait également rendre hommage au Commissaire des Nations Unies en Libye et à tous les fonctionnaires du Secrétariat placés sous ses ordres.

27. Elle se réserve le droit de prendre à nouveau la parole pour préciser son attitude à l'égard des différentes propositions soumises à la Commission, mais, à première vue, le projet de résolution commun lui paraît acceptable.

28. M. PHARAON (Arabie saoudite) constate que l'Organisation des Nations Unies, en aidant le peuple libyen à réaliser ses aspirations nationales, conformément à la Charte et à l'obligation sacrée qui lui incombe de favoriser l'émancipation des peuples, a prouvé, dans les faits, qu'elle était capable de contribuer à l'édification d'un monde meilleur et à l'avènement d'une ère nouvelle dans les relations internationales. Il est donc permis d'affirmer que l'accession de la Libye à l'indépendance marque un moment décisif de l'histoire de l'Organisation.

29. En même temps, l'émancipation politique du peuple libyen, peuple longtemps opprimé, parvenu à l'indépendance grâce à l'appui des Nations Unies, constitue un événement d'une extrême importance, qui n'intéresse pas seulement les Libyens, mais également tous les peuples du monde qui aspirent à l'indépendance et à la souveraineté. Il n'est pas exagéré de dire que le succès remporté par le peuple libyen avec l'assistance des Nations Unies, ranime un espoir qui était sur le point de s'éteindre et a fait renaître la confiance des hommes dans l'Organisation.

30. Cependant, l'Organisation des Nations Unies ne doit pas considérer que sa mission est terminée parce que la

Libye est parvenue à l'indépendance. Elle a au contraire des devoirs précis à remplir vis-à-vis du nouvel État, créé sous ses auspices, qui a besoin de son appui pour se développer. L'Organisation des Nations Unies doit toutefois se garder de faire vivre artificiellement le nouvel État, de le rendre tributaire d'un apport extérieur. L'assistance technique des Nations Unies ne doit avoir d'autre but que de développer les ressources nationales du pays afin de lui permettre de se passer, le plus tôt possible, de toute aide extérieure. Ainsi comprise, l'assistance technique des Nations Unies devra s'étendre à tous les domaines de l'activité humaine, domaine économique, social, culturel, etc., où elle aura un rôle extrêmement utile à jouer.

31. En dehors de cette assistance technique, l'Organisation des Nations Unies doit également faire bénéficier le nouvel État de son appui dans le domaine politique, protéger sa sécurité, garantir son indépendance et veiller à ce qu'aucune atteinte ne soit portée à sa souveraineté. La première preuve que l'Organisation pourra donner de son désir de parfaire l'œuvre ébauchée sera de se prononcer sans réticence en faveur de l'admission de la Libye comme État Membre des Nations Unies.

32. En terminant, le représentant de l'Arabie saoudite rend hommage au Commissaire et à tous ceux qui ont contribué au succès de l'œuvre des Nations Unies en Libye ; il souligne que sa délégation accueille avec la plus grande satisfaction l'accession de la Libye à l'indépendance et désire adresser à cette occasion toutes ses félicitations au peuple libyen, à son souverain et à son gouvernement.

33. M. TABIBI (Afghanistan) rappelle que, lors de la cinquième session de l'Assemblée générale, sa délégation avait exprimé l'espoir qu'à la session suivante, le représentant d'une Libye indépendante siégerait à la Commission. C'est pourquoi il manifeste sa satisfaction de constater la présence de Muntasser Bey à la table de la Commission. Il constate que, lorsque l'Organisation des Nations Unies défend les droits et les libertés des peuples asservis, le succès vient couronner ses efforts.

34. M. Tabibi souligne que des liens religieux et sentimentaux unissent la population de son pays à celle de tous les États musulmans, et en particulier à la population de la Libye. C'est pourquoi le peuple de l'Afghanistan est heureux de voir la Libye accéder à l'indépendance politique. Le représentant de l'Afghanistan espère que le Royaume-Uni de Libye deviendra Membre de l'Organisation des Nations Unies et pourra ainsi participer aux travaux de l'organisation qui lui a donné naissance. Il espère aussi que les Nations Unies continueront à faire bénéficier ce pays démocratique de leur assistance technique, et l'aideront à consolider son indépendance.

35. M. Tabibi tient à féliciter le Commissaire des Nations Unies pour la Libye, ainsi que les membres du Conseil pour la Libye, dont le travail a été de la plus grande importance pour le monde entier.

36. En ce qui concerne les projets de résolution dont la Commission est saisie, le représentant de l'Afghanistan déclare qu'il appuiera le projet de résolution déposé par les douze Puissances ; il exprimera son opinion au sujet du projet de résolution présenté par l'URSS quand le texte en aura été officiellement distribué.

37. M. LAWRENCE (Libéria) exprime sa satisfaction de voir un nouvel État africain, le Royaume-Uni de Libye, entrer dans la collectivité internationale. Il voit là un encouragement pour les autres populations moins privilégiées du continent africain. Il tient à adresser ses remerciements aux Puissances administrantes qui se sont acquittées scrupu-

leusement des engagements pris, ainsi qu'au Commissaire des Nations Unies et au Conseil pour la Libye.

38. Il souligne que le projet de résolution publié sous la cote A/AC.53/L.39 et dont sa délégation est co-signataire tend à recommander l'admission du nouvel État dans l'Organisation des Nations Unies. Il n'ignore pas les difficultés qui sont liées actuellement à la question de l'admission de nouveaux Membres, mais il exprime l'espoir que tous les États Membres appuieront l'admission du Royaume-Uni de Libye. Il insiste également sur la nécessité, pour les Nations Unies, de continuer à protéger et à aider l'État qu'elles ont contribué à créer. En terminant, il évoque le jour où le continent africain sera tout entier constitué de nations libres, attachées aux grands principes démocratiques.

39. M. HOOD (Australie) souligne que l'accession de la Libye à l'indépendance marque une étape importante de l'évolution historique. Il rappelle la part que les forces australiennes ont prises pendant la deuxième guerre mondiale à la libération de la Libye. Il se félicite que le peuple de Libye ait pu réaliser son indépendance, rédiger sa constitution et établir sa souveraineté aux yeux de tous ; il est persuadé que le nouvel État pourra être admis au sein de l'Organisation des Nations Unies.

40. C'est pourquoi il ne partage pas l'opinion du représentant de l'URSS, qui voit en la Libye un élément hostile ou dangereux. A cet égard, il tient à rappeler les origines de l'indépendance de la Libye ; il évoque notamment les entretiens de la Conférence de la Paix tenue à Paris en 1946, au cours desquels il avait été décidé que, faute d'accord entre les principales Puissances intéressées, la décision ultime serait laissée à l'Assemblée générale des Nations Unies ; c'est ainsi que l'Assemblée générale, après de minutieuses délibérations, a adopté en 1949 et en 1950 des résolutions tendant à l'accession de la Libye à l'indépendance. M. Hood ne se souvient d'ailleurs pas qu'à aucune phase des discussions qui ont eu lieu alors, l'URSS ait jamais combattu l'idée de l'indépendance de la Libye.

41. Le représentant de l'Australie rend hommage à la délégation du Pakistan pour les déclarations qu'elle a formulées à la 48^e séance. Il tient à s'associer à ces déclarations.

42. En terminant, M. Hood attire l'attention de la Commission sur le projet de résolution commun, dont la Commission est saisie. Il espère que ce projet, que sa délégation a contribué à rédiger, sera appuyé sans réserve.

43. M. SALAZAR (République Dominicaine) exprime la satisfaction que l'accession du Royaume-Uni de Libye à l'indépendance a inspirée au gouvernement et au peuple de son pays.

44. Il rappelle que l'Organisation des Nations Unies s'est donnée pour tâche de favoriser, dans le cadre du système de paix et de sécurité internationales établi par la Charte, le bien-être des peuples, en garantissant le respect qui est dû à leur culture propre, ainsi qu'à leur évolution politique, économique et sociale. L'Organisation des Nations Unies s'est également donné pour but de favoriser l'accession des peuples à l'autonomie, tout en respectant leurs aspirations

politiques légitimes et en leur accordant l'aide matérielle nécessaire pour développer progressivement leurs libres institutions politiques. L'accession de la Libye à l'indépendance aura été l'illustration pratique des principes consacrés par la Charte. C'est pourquoi les peuples épris de liberté et de paix saluent avec enthousiasme l'accession du Royaume-Uni de Libye à l'indépendance.

45. M. Salazar présente les vœux de son gouvernement à Sa Majesté le roi de Libye, à son gouvernement et à son peuple. Il forme des vœux pour que, très rapidement, le Royaume-Uni de Libye puisse prendre sa place à l'Organisation des Nations Unies.

46. Il annonce que la délégation de la République Dominicaine votera pour le projet de résolution des douze Puissances.

47. M. BELLEGARDE (Haïti) salue l'avènement du Royaume-Uni de Libye dans la collectivité internationale.

48. Rappelant le cas de la République d'Haïti, qui a accédé à l'indépendance dans des circonstances extrêmement défavorables, il se félicite qu'il n'en ait pas été de même pour le nouvel État de Libye qui, au contraire, devient État indépendant et souverain sous les plus heureux auspices. Le nouvel État trouvera, en effet, dans les organismes des Nations Unies toute l'assistance qui lui est nécessaire pour développer ses ressources tant morales que matérielles.

49. M. Bellegarde exprime la certitude qu'aucune délégation ne voudra s'opposer à l'admission du Royaume-Uni de Libye à l'Organisation des Nations Unies. Il rappelle que l'Article 4 de la Charte des Nations Unies détermine les conditions qui permettent à un État d'être admis dans l'Organisation. Il souligne que ces conditions sont complètement réalisées en ce qui concerne le Royaume-Uni de Libye. Il exprime, en conséquence, l'espoir que le nouvel État viendra prendre sa place au sein des Nations Unies, non seulement pour défendre ses intérêts, mais pour coopérer aux travaux de l'Organisation et à l'établissement d'une paix solide, fondée sur la justice et la prospérité de toutes les nations du monde.

50. M. SAVUT (Turquie) souhaite, au nom de sa délégation, la bienvenue au nouvel État. Il exprime au roi de Libye, au Gouvernement et au peuple libyens les sincères félicitations de son gouvernement.

51. En ce qui concerne les deux projets de résolution dont la Commission est saisie, M. Savut se réserve le droit de formuler ultérieurement ses commentaires à leur sujet.

52. Le PRÉSIDENT propose de clore la liste des orateurs à la séance suivante, qui aura lieu le jeudi 24 janvier dans l'après-midi.

Il en est ainsi décidé.

53. MUNTASSER Bey (Représentant du Royaume-Uni de Libye), exprime ses remerciements aux membres de la Commission politique spéciale. Il se déclare notamment très touché que de nombreux représentants se soient déclarés favorables à l'admission de son pays à l'Organisation des Nations Unies.

La séance est levée à 17 heures.